

Vers un ultime tour de piste

par Alain Claret (Paris 13°)

A l'heure où j'écris ces quelques lignes en contribution au n^o 147 du PSU, se pose plus que jamais la question du devenir de notre parti.

Au risque de « mettre les pieds dans le plat », il importe de rappeler quelques évidences désagréables... et incontournables.

Compte tenu de la situation financière (voir à ce sujet le courrier aux fédérations - supplément au n° 160), et des effectifs militants du PSU, il apparaît de plus en plus clairement que celui-ci est arrivé au niveau minimum en dessous duquel on ne peut plus parler d'un parti politique, mais d'un « mouvement » (pour ne pas parler d'un « club » !) représentant toujours une référence importante — le passé existe — mais désormais incapable d'intervenir et de peser efficacement sur le champ politique tel qu'il existe actuellement en France.

Il me semble vain de nier la réalité menaçante de ce processus insidieux, pouvant d'ailleurs être considéré comme entamé çà et là, en fonction des réalités locales de notre implantation géographique.

Est-ce à dire que le PSU n'est plus qu'une machine à débattre, ou à préparer des congrès ? Je ne le pense pas, même s'il y a pour nous aussi « état d'urgence absolue ».

En réalité, il est d'autant plus regrettable d'être confrontés à un problème de crédibilité indiscutable, au moment où la situation politique apparaît favorable à l'émergence d'une force nouvelle :

— Le PS, victime de son « succès », à force de vouloir coûte que coûte représenter tout le monde, en arrive à ne plus très bien savoir qui il représente : il se trouve confronté aujourd'hui à une grave crise d'identité (illustrée par le débat Mauroy-Jospin), empêtré qu'il est dans les méandres de la cohabitation, aggravée par le « consensus » anti-terroriste.

— Le PC, victime de ses rigidités structurelles... et du découpage électoral à venir, se voit condamné à un lent dépérissement, en dépit de l'intervention intelligente et courageuse de ses renovateurs : l'appareil — hélas ! — tient toujours bon !

Confrontée à une succession d'abandons et de renoncements sans précédent d'un côté, au repli sectaire de l'autre, l'opinion de gauche, mécontente du gouvernement, mais désorientée, pourrait donner sa chance à une alternative, pourvu qu'elle apparaisse crédible. Malheureusement, les écologistes comme l'extrême gauche sont loin d'avoir dépassé leurs tendances réciproques à l'égoïsme, ni leurs arrière-pensées.

Et pour le PSU, qu'en est-il ?

S'il veut jouer un rôle, et au-delà, survivre dans la course de vitesse engagée entre décomposition et recombinaison, il doit déterminer avec clarté au cours de ce (dernier ?) congrès qui il prétend représenter.

A mon avis, certaine vieille analyse sur les rapports réciproques entre deux couches sociales caractérisées comme « compétentes » et « exécutantes » n'est pas dénuée d'intérêt, et

pourrait permettre une réflexion fructueuse. Cette problématique n'est-elle pas au cœur de la plupart des mesures prises par la nouvelle droite ?

Ensuite, au-delà des « n'y a qu'à » et des « faut qu'on », le PSU a un sérieux effort de crédibilité à faire, s'il veut conserver quelque chance d'être encore entendu. A titre d'exemple, il est bon d'être opposé au « tout Nucléaire-tout Militaire ». Encore faut-il avoir des solutions quant à l'énergie, à l'économie alternative susceptible d'être progressivement mise en œuvre.

Cela est aussi vrai en matière de défense.

Il est impossible de faire l'impasse sur des problèmes de cette ampleur sous prétexte qu'ils nous posent des choix difficiles. Pour pouvoir forcer l'attention, le PSU se doit d'y apporter des réponses.

Elles m'apparaissent aujourd'hui peu convaincantes : la dénonciation ne suffit pas...

Il est hors de doute que nous avons beaucoup à réfléchir à un projet de Société alternatif. Les « Verts » allemands, qui ont su ne pas éluder le débat, nous montrent la voie.

Si des propositions concrètes peuvent sortir de ce débat, et compte tenu du répit (momentané) que va nous apporter la vente du local parisien, côté finances, il nous reste sans doute encore une chance d'en sortir.

CONTRIBUTION DE LA DPF DU GARD

Aux questions posées page 2 du n° 143 de 2A pour préparer le congrès, la DPF du PSU du Gard propose quelques premières réponses :

• Echec électoral

Le recul électoral de la gauche est le reflet d'un recul général des idées

et des forces de gauche en France. La majorité de nos concitoyens accepte les idées de rentabilité et de néo-libéralisme, dont le néo-nationalisme est la pointe avancée. Des sottises comme « La droite et la gauche sont des catégories dépassées », « Les conquêtes sociales sont la cause de la crise » etc. ne sont même plus mises en question.

Nous sommes entourés de falsifications historiques et géographiques, de mensonges et d'hypocrisie, véhiculés par les média dominants, notamment la télé. L'efficacité de ce lavage de cerveau semble spécialement forte en France, où l'on n'observe pas les résistances qu'on voit en Allemagne, en Hollande, en Espagne, en Italie...

Quant à l'échec particulier du PSU, il semble bien qu'il soit dû, d'une part à la fragilité due à un nombre qui a toujours été modeste, d'autre part depuis quelques années à une gestion catastrophique qui a affaibli notre presse et tous les instruments à la disposition des militants de base.

• Société duale

Il faut se méfier de ce terme ambigu. Des journalistes et des leaders eux-mêmes assez bien nantis veulent nous persuader qu'il y a d'un côté les chômeurs et de l'autre côté tous les autres, rentiers, PDG et smicards réunis. La réalité sociale est plus complexe. L'opposition demeure entre les classes qui ont le capital, le pouvoir, la notoriété, le contrôle de la culture (y compris les sciences et les techniques) et les classes qui se partagent les petits revenus, malgré leurs contradictions internes. C'est dans les classes à plus faibles revenus que le chômage frappe durement, et dans les régions les moins développées.

Il faut cependant tenir compte du fait que, dans l'ensemble de l'Hexagone, la pyramide sociale se resserre vers le bas, les plus exploités des exploités devenant minoritaires, ce qui rend malaisée leur participation à un mouvement social efficace. Il s'agit d'un phénomène local, européen, car la misère a été en partie exportée dans le tiers monde, où l'appauvrissement se poursuit.

Mais si nous devons tenir compte de cet « embourgeoisement », de cet accroissement numérique des classes moyennes européennes, nous ne devons pas moins montrer dès aujourd'hui à toutes les couches dominées que la loi de la jungle (assurances et retraites privées, etc.) ne peut que tourner au désavantage des plus fragiles, essentiellement les salariés, les retraités, les petits artisans et commerçants, les petits agriculteurs, même quand ils se croient à l'abri.

Nous adressant à eux, nous dénoncerons leurs illusions et la rapacité des couches gestionnaires, soi-disant adversaires de l'Etat, et qui ne cessent d'en obtenir des postes d'élus et de fonctionnaires, des commandes, des subventions, des interventions diplomatiques, des marchés réservés (taxis, pharmacies, agrobusiness...) sans parler des fausses factures.

• Autogestion

Elle est de plus en plus caricaturée, par exemple dans les innombrables structures de « concertation » où s'enlisent les syndicalistes.

L'autogestion, partage des pouvoirs, suppose le socialisme, partage des biens. Il nous faut donc d'abord relancer le combat pour une société plus égalitaire. Dans un pays riche, personne ne doit manquer de rien. Les services collectifs doivent être bien dotés.

• PC et PS

Ils existent. Ils sont incontournables. Dans notre région le PC fait encore 20 % des voix.

Nous sommes condamnés à vivre ensemble et, à sottise égale, nous choisirons toujours la sottise de gauche. Mais nous refusons de nous laisser enfermer dans la croyance au caractère éternel et immuable du PC et du PS.

Que veulent le PSU et le mouvement alternatif ?

Partout où nous pouvons nous exprimer, partout où 2A est lu, nos idées rencontrent un écho certain. Nombreux sont ceux qui approuvent notre opposition obstinée à l'exploitation de l'environnement dont nous sommes gestionnaires responsables vis-à-vis des générations de demain, notre opposition à l'exploitation du tiers monde, à la préparation de nouvelles guerres impérialistes, à l'acceptation de la société inégale, du vedettariat, du consumérisme. Mais la plupart des gens qui partagent cette volonté de résistance au courant actuellement dominant ne croient pas à la possibilité à court terme d'une rupture avec la représentation PS et PC, ni à la possibilité d'unir les luttes dans un mouvement alternatif cohérent et efficace. C'est sans doute que la situation n'est pas mûre.

Il ne servirait à rien d'essayer de brusquer les choses. Une foule de gens trouvent souhaitable et bénéfique que le PSU et le mouvement alternatif existent, mais ils confient à d'autres (c'est-à-dire nous !) le soin d'en porter le poids. C'est catastrophique mais c'est ainsi. La seule chose qu'ils soient disposés à faire, c'est nous parler et nous écouter. Travaillons donc

dans ce sens. Écoutons et parlons. Donnons-nous les moyens de propagande que nous méritons. Une gestion plus réfléchie de nos actifs doit nous permettre d'intervenir dans tous les débats, par le papier imprimé et par les vidéo-cassettes. Là où elle ne passera pas autrement, notre presse doit être diffusée gratuitement. Actuellement, aucun effort, notamment financier, de notre part, n'a de sens s'il ne nous permet pas une expression publique plus large.

A cet effet, les contacts horizontaux entre fédérations doivent cesser d'être exceptionnels, laborieux. Les rapports entre fédés et le national de même. L'imagination de tous doit être sollicitée.

RÉSISTER... SE RENOUVELER... CONVERGER...

par Claude Goislot (Saint-Denis, 93)

Résister, se renouveler, converger pour construire patiemment mais sans oublier les luttes de résistance d'aujourd'hui une alternative à la société actuelle et aux projets socialistes, si tant est que l'on puisse les discerner.

Résister aux tendances lourdes

Politique sécuritaire, « punition » des drogués, restriction de l'état de droit, mesures discriminatoires à l'égard des immigrés, remise en cause du droit d'asile, libéralisme économique à tous vents présenté comme la solution miracle au problème de l'emploi et au problème de la communication...

En bref, le PSU doit garder une capacité de riposte en alliance avec les forces politiques, syndicales et associatives pour empêcher une dérive ultra-droitière toujours à craindre.

Entre parenthèses, je compte parmi les forces avec lesquelles nous aurons à travailler le parti communiste en tant que tel et non seulement ses rénovateurs. L'exercice sera peut-être difficile mais il faut constater que l'affaiblissement du PC (dont il est en partie responsable certes ! !) ne profite à aucune force de gauche ; donc tirons la conclusion que sur le front de la résistance des alliances ponctuelles seront nécessaires.

Se renouveler

Veut dire en particulier redéfinir un mode de développement visant à éliminer le chômage. Toutes les politiques de gauche comme de droite butent sur cet obstacle. Une politique alternative doit être élaborée, diffusée. C'est un défi qui nous est lancé.

Ce mode de développement doit s'appuyer sur un certain nombre de conditions :

1. lutte contre l'illusion des solutions libérales : dénationalisations systématiques et revanchardes, mesures d'exonérations fiscales et autres pour l'emploi des jeunes, etc.
2. lutte pour que les gouvernements engagent des négociations pour l'harmonisation des conditions de concurren-

ce (exemple de la semaine anglaise étendue à toute l'Europe) ;

3. lutte au plan mondial pour plus d'autonomie en matière de choix économiques et politiques (quel degré de protectionnisme est-il souhaitable ?) ;

4. contribution au non-alignement surtout en matière de désarmement même unilatéral, quand on sait combien pèse le poids des armements dans le budget de la nation ;

5. élaboration en particulier avec les pays du Sud d'un nouveau type d'alliances basé sur le non-alignement, l'égalité et les avantages réciproques ;

6. lutte pour une relance économique sélective, appuyée sur des plans de pays au niveau européen et régionaux pour l'hexagone ;

7. lutte dans le domaine de la formation initiale et permanente pour l'acquisition d'un métier, son amélioration et pour la participation active des salariés à la production, à la qualité du travail et du service rendu, cela va à l'encontre de la précarisation actuelle

8. lutte pour une réduction significative du temps de travail (35 heures maximum). Cela devient d'autant plus impérativement nécessaire étant donné l'amélioration constante de la productivité à volume quasi stagnant de production ;

9. parallèlement lutte pour le lancement d'un tiers-secteur coopératif créateur d'emplois pour les jeunes et les moins jeunes, chômeurs de longue durée. Ce tiers-secteur pour ne pas déstabiliser tout le reste doit se développer en mordant sur le travail noir ou non pris en compte des emplois socialement utiles. Il ne doit être qu'une passerelle et doit assurer une formation. Il faudra lui donner les moyens financiers adéquats ;

10. lutte pour la prise en compte des coûts sociaux de la pollution, de la désertification, du chômage, c'est-à-dire de la dimension écologique des problèmes.

Converger

Nous avons commencé en Seine-Saint-Denis tout en restant nous-mêmes. Nous nous réjouissons de l'initiative d'Anjou-Ecologie pour

une convergence de la « 3^e gauche ». Même les non-PSU de Seine-Saint-Denis - Autrement y ont applaudi. Nous ressentons très fort la nécessité de faire de la politique autrement, de conjuguer nos forces, d'utiliser de nouveaux moyens conviviaux de communication, d'atteindre les préoccupations concrètes, de confronter nos points de vue, de prendre en compte de façon globale la grande question écologique, revenue en force avec Tchernobyl.

Et à cette convergence il faut consacrer des forces. Mais cela ne doit pas nous empêcher de creuser la question centrale de l'autogestion aujourd'hui ? Qu'a-t-elle à dire sur la question du pouvoir politique, des institutions de la 5^e, du mode d'élection, de la délégation de pouvoir dans les modes de représentation politique, syndical, associatif ? Qu'a-t-elle à voir avec la crise du PC, le sur-place du PS ? De nos rapports à nous, PSU, avec le monde du travail, des consommateurs ? Qu'a-t-elle à voir avec nos modes de fonctionnement ? Et constatant le glissement à droite de la société française, en quoi l'autogestion peut-elle être une aide pour redresser la situation ?

P. S. Les échéances électorales sont aussi à prendre en compte pour les convergences !

Le PSU a-t-il encore une raison d'être ? Nos raisons ont-elles encore besoin du PSU ?

par Jean-François Morineau et la fédération Vendée

La Fédération de Vendée a vécu toute l'histoire du PSU depuis sa fondation en 1960.

Elle a des élus municipaux, un conseiller régional, une certaine audience, peu d'adhérents et encore moins de militants. Elle roule sur l'élan acquis de son histoire locale. Elle n'est représentée que par ses élus qui ne représentent plus qu'eux-mêmes. C'est un état contre nature.

Il y a urgence de lucidité.

Le PSU qui s'était constitué en rupture avec la gauche traditionnelle et sclérosée représentée alors par la SFIO et le PC, n'a pas pu devenir le pôle de rassemblement et de construction d'une force socialiste nouvelle. Pourquoi ?

Sans doute parce que sa conception d'une société socialiste décentralisée et autogestionnaire est apparue comme trop révolutionnaire et trop exigeante à des « socialistes » sans horizons plus ambitieux que la « social-démocratie ». Peut-être aussi que dans sa réflexion originale sur l'utopie autogestionnaire, le PSU n'a pas su prendre en compte de façon réaliste les étapes nécessaires de la transition vers le socialisme. Cette impasse programmatique a privé de crédibilité son projet politique.

Ne parvenant pas à s'affirmer comme une force politique avec qui compter, le PSU s'est vu déserté par ceux qui croyaient se sentir une vocation et des capacités à un destin politique national, ou plus généralement qui recherchaient une efficacité politique moins aléatoire.

La bipolarisation de la vie politique française, les enjeux électoraux accablant aux votes « utiles », les dissensions internes plus parisiennes que provinciales, ont accéléré la marginalisation du PSU, la désaffectation de ses militants et sympathisants, et précipité sa cachexie. Maintenant, le PSU est exsangue et on ne trouvera plus de sang neuf pour le transfuser.

Être ou ne pas être...

Être un parti politique c'est pouvoir se donner les moyens d'assumer

(entre autres) trois fonctions :

- conquérir et exercer le pouvoir,
- élaborer collectivement un projet de société et un programme d'action politique,
- former et rassembler des militants et un courant d'opinion en une force porteuse.

Alors regardons-nous sans complaisance.

Nous n'avons plus aujourd'hui les moyens d'entretenir l'illusion d'un PSU, parti de pouvoir.

« Laboratoire d'idées », « creuset à militants », prophète, témoin ou acteur des événements marquants de l'histoire sociale et politique contemporaine, le PSU a plutôt bien assumé ces tâches, même quand elles furent, par d'autres, récupérées.

Mais un PSU décimé et sans audience peut-il continuer longtemps à crier sans voix dans le désert ?...

Nous nous étions donné un outil politique, le PSU, qui est devenu inserviable. Mais l'objectif qui nous avait rassemblés demeure : un projet politique original, au nom prostitué et cependant toujours vierge : l'autogestion.

Alors à quoi bon se crispier sur un manche qui a usé sa pelle ? Mieux vaut s'employer à inventer un nouvel outil, plus adapté à nos objectifs et aux temps d'aujourd'hui.

... Ou être autrement ?

Dans le marasme actuel, seule une nouvelle espérance peut redonner un sens, c'est-à-dire à la fois une signification et une direction, à notre vie et à nos engagements. Seule une alternative à l'avenir d'un « technologisme flanqué de libéralisme » vers lequel semblerait nous conduire aussi bien la droite qu'une certaine gauche, pourrait faire renaître le goût de l'aventure et du combat politique.

Ils ne manquent pas autour de nous, aussi bien dans des organisations politiques, syndicales, socio-humanitaires que sans domicile attitré, ceux qui partagent la conviction qu'en permettant

dès aujourd'hui au plus grand nombre de revendiquer, de conquérir et d'expérimenter des pouvoirs de contrôle, de gestion ou de décision, dans tous les domaines de leur vie personnelle et collective, on peut travailler à la gestation d'une société d'hommes plus libres, plus responsables, plus solidaires.

Quelle autre perspective peut actuellement s'offrir d'amorcer un tel changement de société, porteur de l'espoir d'une vie plus digne et plus humaine, sinon cette voie qui n'a jamais encore été ouverte, du socialisme autogestionnaire ? Après les désillusions d'une occupation du pouvoir d'Etat par une classe politique se disant socialiste, mais n'ayant mené qu'une action gouvernementale timidement réformatrice, il reste à parcourir tous les chemins négligés de la diffusion des pouvoirs, de la responsabilisation des citoyens, de l'expérimentation sociale témoignant de l'utopie autogestionnaire.

La conjoncture présente impose cependant la prise en compte de quelques réalités incontournables :

— la reconquête du pouvoir politique par la gauche ne paraît aujourd'hui envisageable que par et avec le parti socialiste ;

— mais le PS ne peut retrouver une crédibilité gouvernementale que s'il est capable de remises en cause fondamentales pour se donner un projet de transition vers le socialisme, tenant compte des contraintes économiques et internationales, mais sans s'y soumettre servilement ;

— pour qu'un projet socialiste fasse peau neuve et redevenue dynamique et convaincant, il n'a d'autre voie que d'intégrer la perspective et la pratique autogestionnaires. Les vrais changements ne partent jamais par le haut mais par le bas ;

— les tenants du socialisme autogestionnaire — qu'ils soient au PS ou non — trouveront sans doute plus de liberté de manœuvre, plus d'efficacité et d'impact (y compris sur le PS), plus d'ouverture au rassemblement s'ils mènent leur réflexion, élaborent

leurs propositions et expérimentent leurs pratiques, à l'extérieur du parti socialiste ;

— il semble inopportun et sans perspective crédible dans la période actuelle d'envisager la création d'un nouveau parti. Le plus large rassem-

blement de la sensibilité autogestionnaire ne pourra, selon toute vraisemblance, prendre corps que dans des lieux intermédiaires et non contraignants, autour de pratiques et réalisations « alternatives ».

Ce qui n'exclut pas que l'informel

n'évolue vers l'organisationnel selon les exigences de l'événement.

Le socialisme autogestionnaire : un projet politique ?

par Jean-Claude Genet (Hauts -de-Seine)

Depuis la fin des années 70 se met en place ce que l'on appelle communément une société duale. Aujourd'hui il serait plus exact de parler de société « triale ».

— Un groupe d'hommes et de femmes qui ont un emploi fixe et sur lesquels s'appuie le système économique.

— Un groupe de plus en plus important de travailleurs précaires qui, de travail à contrat à durée déterminée, à contrat d'intérim et saisonnier, exercent pour la plupart des emplois déqualifiés et mal payés. Cette réémergence de travailleurs permet de créer un espace entre l'exclusion totale et l'intégration perdue. Un ersatz pour les capitalistes, une déchirure de plus pour les autogestionnaires.

— Un groupe soi-disant incompréhensible de millions d'hommes et de femmes totalement exclus dépendant des maigres subsides de l'Etat.

Voilà certainement le plus grand défi que nous devons relever. Trois axes principaux doivent constituer la charpente de notre expression politique :

- l'emploi
- la liberté
- l'environnement

L'emploi

Seule la réduction massive du temps de travail permet de créer les conditions nécessaires pour résorber le chômage, annihiler la précarité de l'emploi. Cette réponse indispensable doit s'opérer dans le cadre d'une mise en place de nouveaux modèles de production. C'est par cette démarche que nous créerons des relations fraternelles avec les autres pays.

La liberté

Cette valeur fondamentale de

la gauche, usurpée par la droite lors de son passage à l'opposition, doit de nouveau être l'oriflamme des autogestionnaires.

— Liberté dans l'entreprise par la création de nouveaux rapports sociaux.

— Liberté à l'école par la mise en oeuvre de projets pédagogiques ouverts et différenciés.

— Liberté à tous les citoyens de vivre ses particularités ethniques, culturelles, religieuses.

— Liberté de vivre par l'appropriation collective et individuelle du temps.

L'environnement

Quelques mois après la catastrophe de Tchernobyl, la bataille écologique nous paraît être centrale dans notre expression politique. Il est important de présenter ce combat non pas comme celui des passéistes, comme le souhaiteraient nos adversaires, mais comme un projet résolument moderne qui repose sur l'exigence du contrôle social de l'utilisation et des finalités des nouvelles technologies.

S'opposer à la nucléarisation de la société c'est :

— refuser le danger latent de la radioactivité ;

— lutter contre un système de pouvoir édifié sur la confiscation ;

— transformer notre modèle de développement.

Le canevas de notre expression politique étant dressé, dans quel lieu et avec qui peut-il être promu ?

Le parti socialiste, fort du tiers de l'électorat, se met dans la spirale infernale des élections. Toutes les

expressions différentes de ce parti deviennent des moyens de pression ou de promotion de telle ou telle personnalité. Dans ce contexte, le projet politique est édulcoré, l'idéologie n'est pas de mise à l'heure du ralliement des strates modernistes.

Le parti communiste choisit le retour aux bonnes anciennes valeurs. Refus défensif de tout changement, appui social quasi exclusif sur la classe ouvrière déchu.

Les Verts paient lourdement leur ostracisme politique. Leur inexistance numérique doit les conduire à un déchiement brutal.

L'extrême gauche, quant à elle, n'a su, malgré une relative implantation dans les entreprises, proposer un projet innovateur et attractif.

Les alternatifs n'ont pas, à l'heure actuelle, su faire connaître massivement leurs aspirations politiques.

Notre projet politique doit relier l'ensemble des composantes de notre société : les compétents, les déçus, les exécutants et les exclus. Tel est le socialisme autogestionnaire.

Aujourd'hui, nos amis politiques ne proposent pas dans leur démarche cette exigence, aussi est-il exclu de se fondre dans l'une de ces structures.

Cependant nous connaissons les interrogations nombreuses des militants du PC, des Verts, de l'extrême gauche, le frémissement groupusculaire du PS, la volonté de dépassement des alternatifs. Cette effervescence doit être propice à un travail commun. En cela, la conférence nationale du mois de juin doit marquer un début dans ce processus de maturation.

Pour accélérer ce cheminement, il est nécessaire de dynamiser les collectifs qui se sont constitués lors de la dernière campagne électorale. Néanmoins, il faut en parallèle multiplier les contacts au niveau des instances nationales, pour maintenir un cadre collectif de réflexion et d'action.

Il est urgent que les collectifs, par leur travail sur les réalités locales, créent les conditions d'une création d'un véritable mouvement écologique, autogestionnaire et alternatif.

Politique de l'emploi du PSU

La réduction du temps de travail : seule voie possible

par Jean-Claude Genet

La mise en œuvre ou l'élaboration de plusieurs projets gouvernementaux sur le travail, comme la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, la facilitation du travail différencié (les contrats à durée déterminée, l'intérim, le travail à temps partiel, et le travail saisonnier), les déclarations du ministre des Affaires sociales dans *Paris-Match* du 30.07.1986 : « Dans un pays comme la France, j'évalue à 2 à 2,5 millions le nombre *totale*ment incompressible de chômeurs. »

Dans ce contexte, d'aucuns appellent pudiquement les nouvelles politiques sociales du patronat, il est nécessaire aux autogestionnaires de définir une politique de l'emploi capable de mobiliser l'ensemble des hommes et des femmes de notre pays.

Cette politique qui amplifie l'exclusion de millions d'hommes et de femmes du monde du travail sans changement de la valeur référentielle du travail dans notre société est inacceptable.

— Les jeunes qui représentent 40% des chômeurs ; un quart d'entre eux, soit un million de moins de vingt-cinq ans, n'ont pas de travail.

— Les femmes, qui certes sont plus nombreuses à exercer une activité professionnelle depuis ces dernières années, sont menacées directement dans leur vie active, notamment par la généralisation du temps partiel qui concerne aujourd'hui 22,5 % des femmes et qui est un contrat quasi féminin (+ de 80%). Cette pression s'oppose aux souhaits des femmes qui en tant que demandeuses d'emploi veulent à plus de 90% travailler à temps plein.

— Les personnes plus âgées, les « préretraités potentiels » qui sont contraints d'abandonner leur activité professionnelle sans perspectives d'un autre mode de participation active dans la société.

Pour sortir des politiques inopérantes de traitement social du chômage, il faut promouvoir une réduction massive du temps de travail. Cet axe fédérateur dans une perspective autogestionnaire permet de recomposer le tissu social, de réévaluer la valeur du travail. Toutes ces catégories, y compris ceux qui travaillent soit comme des simples exécutants ou comme des producteurs déqualifiés attendent la mise en œuvre d'un tel projet politique. Il faut une réduction massive du temps de travail pour ne pas tomber dans le piège des 39 heures, d'une simple compensation de la hausse tendancielle de la productivité. Aujourd'hui face à l'ampleur de la crise, nous devons développer une stratégie des 30 heures par semaine. Une telle réduction du temps de travail augmenterait le coût salarial horaire, mais en supprimant le chômage, multiplierait le nombre de cotisants.

Cependant, cette forte baisse du temps de travail ne peut être compensée pour tous. Cette perspective n'est pas un handicap, mais un choix autogestionnaire. Elle permet de s'attaquer à une hiérarchie excessive et de relever les bas salaires par des augmentations non hiérarchisées. Le référentiel qui se dessine le plus réaliste, compte tenu de la structure des salaires en France, est le seuil de deux fois et demi le SMIC. Il est nécessaire d'envisager aussi les avantages quotidiens de travailler 6 h par jour pour les

salariés. Développement d'un espace hors du salariat, de loisirs, d'activités créatives de valeurs socialement utiles ou non.

Pour protéger les branches industrielles de « main-d'œuvre », il est nécessaire de promouvoir un système de cotisations sociales différencié pour stimuler l'emploi.

La réduction massive du temps de travail doit s'accompagner de transformations des relations sociales du travail. Il est nécessaire d'instaurer des structures de dialogue et d'expression des salariés pour inventer de nouveaux modèles de production mieux contrôlés par les producteurs et les usagers. Dans cette perspective, les changements de techniques peuvent être envisagés non pas dans le cadre d'un suivisme industriel international, mais pour le bien de tous et en créant des relations nouvelles avec les autres pays.

Dépérir ou repartir

par Jean Fortier

Les mécanismes, les résultats des élections du 16 mars ont été suffisamment analysés. Polémiquer ou affiner est inutile et ne peut nous sauver. Il faut aller plus loin, admettre les réalités auxquelles les incantations ou supputations ne peuvent rien changer. La crise de l'extrême gauche et la nôtre s'expliquent d'elles-mêmes en regardant ces réalités en face. Acceptons enfin de changer nos pratiques au lieu de rechercher vainement quel est le courant responsable de notre déclin. Nous y avons tous contribué, ne serait-ce qu'en cultivant nos illusions.

Quatre grandes réalités

1° La France est particulièrement conservatrice. Même la gauche, majoritairement, a peur de trop changer les choses et refuse sa remise en cause ; d'où repli du PCF sur lui-même, volonté du PS à être seul l'alternative de gauche. Au PS, les plus progressistes ont compris cela et sont ainsi devenus réformistes sans trahir ou abandonner le socialisme, mais ils le dessèchent faute de pouvoir ou savoir le nourrir. Là n'est pas notre choix, mais pour autant ne nous conduisons pas en fidèles gardiens du temple, car sous peu nous serons seuls à psalmodier nos incantations dans le désert.

2° Les Français ont goûté à la société de consommation ; pour rien au monde ils n'y renonceront ; cela les a rendus individualistes, donc sourds aux solidarités. Certains supportent et acceptent l'entretien des exclus, ils refusent pourtant de se remettre en cause et accusent autrui ; cela explique les mouvements de balancier de l'opinion publique. De par cela, on comprend le refus d'adhésion des jeunes aux sollicitations politiques ; tout ce qui peut apparaître comme vieille recette ne marche plus.

3° Il existe un vaste phénomène de perte de foi ; la floraison des pratiques mystiques même non religieuses n'est qu'une fuite en avant, un refuge. La perte de foi, c'est celle de l'espoir de l'homme à tracer son destin. Trop d'assistanat et de facilités débouchant sur des refus, des égoïsmes, des structures figées, des rapports trop hiérarchisés tant au niveau des pouvoirs

que des valeurs les plus diverses ou fictives donnent le sentiment que les dés sont pipés, les choses décidées d'avance et que tout est à mettre dans le même sac.

4° Sauf à rompre avec cet ensemble de logiques plus ou moins perverses, il est vain d'espérer modifier ce jeu ou de le concurrencer soit de l'intérieur, soit de l'extérieur sous une forme quelconque. Nous sommes par ailleurs actuellement inaptes à opérer cela.

Ne poursuivons pas plus avant cette analyse ; si déjà nous n'admettons pas ce constat et d'en tirer les conséquences, nous perdons notre temps.

Des questions et des réponses

Le constat est pessimiste et si nous l'appliquons à notre parti ce n'est pas encourageant ; et pourtant tous les espoirs sont permis car le mal contient le remède. Si nous acceptons les bienfaits des acquis et des enseignements du passé pour extirper le mal, il est impératif de rompre avec les pratiques du passé.

Une rupture différente des ruptures antérieures s'impose. Cette rupture doit être avec les vieilles attitudes qu'elles soient manichéennes ou opportunistes, doctrinaires ou empiriques, etc. Ce qui s'impose surtout, c'est de rompre avec de faux choix car si ceux-ci se posent pour des organisations traditionnelles, cela ne peut l'être pour un parti autogestionnaire.

Nous nous sommes imposé des choix douloureux ; nous n'avons su y répondre ou cela ne nous a pas satisfait. Là se situe l'essentiel des raisons de notre déclin si on y ajoute le manque de formation et les impatiences.

A mauvaises questions, mauvaises réponses. Les questions posées étaient manichéennes car elles induisaient ou exigeaient des réponses alternatives ; c'était ceci ou cela, tant pis pour la casse. Il fallait choisir entre organisation ou improvisation, intégration ou marginalisation, alliances ou autonomie, programme ou sensibilités électorales, parti de masse ou de cadres,

électorisme ou témoignage, participation au pouvoir ou contestation, etc. etc.

Il n'est plus possible de poser les problèmes ainsi car dans ce cadre traditionnel il n'y a tout au plus (à gauche comme à droite) que deux places pour des partis. Tout renouvellement, toute émergence d'un mouvement capable de peser pour redonner à la gauche l'initiative vers la construction du socialisme exige la rupture avec ce type de questions et de réponses. Nous ne pouvons plus répondre en termes de concurrence à la gauche traditionnelle, mais seulement en termes de propositions et de ruptures.

Soyons clairs sur les ruptures, elles ne peuvent être celles qui ont échoué dans le passé. Les ruptures ne peuvent intervenir que sur des désaccords ; c'est-à-dire qu'il s'agit de rompre à chaque fois qu'on nous propose l'abandon de nos idéaux et buts poursuivis et à chaque fois qu'on veut nous imposer d'autres choix. Néanmoins il ne s'agit surtout pas de rompre avec la recherche de l'unité d'action ni avec les organisations et les militants qui œuvrent vers ou pour le socialisme, même en cas de désaccord total ou partiel. Nous rompons l'action avec eux en leur proposant à tout instant de reprendre sur des bases compatibles avec les nôtres. Il est possible de tenir cette ligne en n'acceptant que des fidélités à des accords négociés (écrits ou oraux) en indiquant notre volonté de n'agir que sur nos propres bases pour tout ce qui dépasse ces engagements et aussi d'être libres sur ce point. Par ailleurs, la rupture doit signifier que dans le cas de désaccord partiel ou celui d'avancées partielles réalisées sans notre participation nous sommes prêts à soutenir ce qui est positif et à le faire savoir en indiquant cette limite et nos propositions sur les points de désaccord.

Dans le passé, nous avons beaucoup apporté à la gauche, mais cela a été incomplet ou inadapté aux rapports de force existants. Nos actes, nos erreurs, nos faiblesses nous ont fait nous déchirer avec sincérité ; cela a suscité certains camarades à poser la question de savoir s'il faut ou non continuer d'exister.

Encore un problème mal posé, bien qu'il soit certain que si le PSU ne se rénove pas il est condamné à disparaître faute de militants et de finances. La question juste est de savoir si par attentisme et immobilisme nous acceptons de disparaître ou si nous avons l'ambition d'atteindre nos objectifs.

Proposer

Nous le savons, c'est aller vers la société socialiste autogestionnaire, cela est le but. Pas d'impatience et d'illusions ; une longue marche de transition est inévitable. Nos acquis sont tels que la question du programme ne se pose pratiquement pas ; mais trop souvent par impatience, oppositions internes, manque de formation des militants nous avons avancé cela dans le désordre et sans esprit de synthèse.

Ce qui est primordial avec nos acquis n'est pas la recherche de nouvelles alliances, d'affirmations renouvelées de notre différence ou de création d'un nouveau pôle autour du PSU. Ce qui est primordial c'est la diffusion dans l'opinion de nos idées, de nos propositions et l'explication de nos buts.

Par ce moyen il faut susciter la création d'un mouvement d'opinion allant en s'amplifiant et s'enrichissant ; ce mouvement saura faire reconnaître ceux qui le portent, l'animent, lui sont utiles. Ce mouvement, le PSU ne peut le porter seul ou le cristalliser, mais il doit s'inscrire à l'intérieur tout en poursuivant ses actions propres.

Le PSU n'a d'avenir que s'il redevient force d'action et de propositions.

Quant au choix des objectifs dans l'action quotidienne, pas d'exclusive si cela est en accord avec le parti mais des choix selon nos moyens car on ne peut toucher à tout et tout embrasser à la fois. Il est capital d'être concret, cela signifie présence dans les luttes mais aussi présence dans la gestion ce qui entraîne la poursuite de l'action municipale et plus si possible lorsque cela est jouable pour avancer vers nos objectifs.

Un autre objectif important est de permettre à la gauche de battre la droite et de prendre le pouvoir. Sur ce point, nous savons que ce ne peut

être sur notre programme, mais il faut le permettre car nous pourrions ainsi faire connaître notre action unitaire et surtout nos propositions et appeler au rassemblement de tous ceux qui peuvent sur cette gauche faire pression pour aller vers nos objectifs même partiellement. Nous pouvons acquérir par là les moyens pour combattre les actions et propositions de gauche que nous n'acceptons pas. Répétons-le, ce qui est primordial c'est de faire avancer les idées et les choses sur la voie de nos objectifs, La conquête de l'opinion à nos idées est la seule voie pour structurer le mouvement alternatif. Ce faisant nous redeviendrons force de proposition, laboratoire d'idées, lieu de formation et de rassemblement dans une perspective unitaire et dynamique.

Le PSU a besoin d'une nouvelle stratégie. Cela consiste à partir de son programme, à tenir un langage national énonçant clairement ses objectifs et les désignant comme références constantes autour desquelles s'articulent toutes ses actions. Cela se complète et s'illustre par l'action concrète sur le terrain politique à tous les échelons. Nous annoncerons nos actions et propositions comme objectifs intermédiaires et successifs à réaliser selon nos moyens. Nous devons indiquer notre triple choix prioritaire :

- 1) Militer pour avancer vers le socialisme autogestionnaire.
- 2) Rechercher l'unité d'action avec toute la gauche sur les seuls objectifs que nous choisissons ou acceptons.
- 3) Battre ou aider à battre la droite mais en marquant notre différence.

Pour être efficaces et tenir notre ligne, il est indispensable d'adapter nos structures qui doivent être plus autogestionnaires, plus décentralisées et plus soudées autour de la structure nationale, ce qui suppose formation et information, liaisons tant verticales que latérales dans les deux sens. Au BN et à la DP de coordonner le parti, de le représenter sous le contrôle du Congrès. Aux structures régionales et fédérales de décentraliser et d'adapter l'action aux exigences et possibilités locales. Aux sections et militants d'occuper le terrain, d'adapter et d'autogérer.

Sur le terrain, les militants et leurs structures doivent respecter les asso-

ciations qui assument leurs propres vocations ou avec qui ils coopèrent. Un militant peut s'investir dans les associations et les comités d'action au besoin si nécessaire sans représenter le PSU mais en diffusant ses idées. Les structures locales lorsqu'elles participeront à des actions unitaires devront refuser les cartels, apparaître sous leur sigle et rechercher des alliances larges où chaque participant aura sa voix, même s'il est non inscrit. Bien entendu nous n'y accepterons que des engagements limités mais ouverts à leur dépassement et sans hésiter à se mettre en marge sur les désaccords.

Pour une autre alternative

par Michel Michard (Paris 15°)

C'est dans moins de trois mois que va se jouer l'avenir du PSU. Une fois de plus, me direz-vous, mais cela risque d'être la dernière : la question est simple, continuer ou arrêter l'expérimentation alternative autogestionnaire à l'intérieur d'un parti au passé glorieux mais en passe de ne plus être qu'un groupuscule sans avenir.

Pourquoi une telle évolution depuis la fin des années 70 ?

Premièrement le refus de l'ambition politique personnelle qui oblige régulièrement tout dirigeant du PSU médiatiquement portant à quitter son parti en étant traité de vendu ou de renégat au nom d'une prétendue logique autogestionnaire. Mais une société reniant l'ambition ne peut que reculer, donc pourquoi dissocier ambition civile et ambition politique ?

Deuxièmement le refus de l'institutionnalisation du parti. Partant du principe que le PSU souhaite l'avènement d'un système autogestionnaire fondamentalement différent de celui en vigueur depuis toujours, certains ont pensé qu'il fallait refuser de jouer le jeu « pervers » de la démocratie parlementaire et institutionnelle. Mais comment espèrent-ils faire progresser leurs idées dans l'opinion publique ?

Troisièmement le « mal-vécu » de la participation gouvernementale. Au lendemain du 10 mai 81, une grosse majorité du PSU n'était pas psychologiquement prête à assumer des responsabilités ministérielles. Cela a conduit à rater le départ du train, puis

à monter en marche de façon brusque au printemps 83. Après le congrès de ratification de Vénissieux, seule une partie du PSU s'est impliquée à fond dans les affaires attenantes à la gauche au pouvoir. Le départ de cette tendance deux ans plus tard a permis — par le néant — de régler définitivement le sort institutionnel du parti... et peut-être son sort politique tout court.

Que reste-t-il aujourd'hui comme possibilité ? Premièrement la disparition pure et simple du PSU lors d'un congrès extraordinaire si une majorité des 2/3 est réunie. Cela semble bien délicat à obtenir, autant par nombrosisme que par refus d'abandonner une structure politique existant depuis 25 ans.

Deuxièmement la continuation d'ébauche d'un cartel sous une forme encore floue avec la LCR, le PAC et les Verts. Mais pour quoi faire ? De la lutte des classes ? La LCR ne fait que ça sans pour autant obtenir des résultats. Et combien de militants trotskystes sont prêts à collaborer réellement avec des autogestionnaires ? Bien peu assurément. De l'écologie ? Mais il y a une pléthore de mouvements qui ne font que ça sans arriver à mobiliser l'opinion publique. Et puis avec quels Verts s'allier ? Tous sont en guerre les uns contre les autres, vous parlez d'un plaisir ! Et le PAC, que peut-il apporter ? Rien, strictement rien. Et les rénovateurs communistes ? Il faut arrêter de rêver : le PC a desserré l'étreinte et ils peuvent s'exprimer un peu plus à l'intérieur de leur parti. C'est une victoire pour eux et ils n'ont

pas envie de tout laisser tomber maintenant : ne confondons pas leur action avec le cas isolé de Pierre Juquin.

Troisièmement, le regroupement des autogestionnaires du PSU avec ceux qui n'en font pas ou plus partie, qu'ils soient au PS, au MRG, dans des fondations politiques ou économiques, ou non structurés. Puisque le PSU doit se trouver des alliés, autant les chercher dans la diaspora autogestionnaire, ce qui donnera une plus grande facilité d'accords thématiques et structurels. Ainsi regroupés dans une vaste fédération (pouvant ensuite donner naissance à un nouveau parti), les autogestionnaires doivent retrouver leur poids politique en étant à nouveau à la base d'un mouvement de réflexion théorique et d'un mouvement politique présent dans les batailles institutionnelles sans honte ni fausse pudeur. La première mesure serait d'étudier sérieusement l'idée lancée par le PS en faveur d'un Comité des Gauches.

Ce n'est qu'à ce prix que nous pouvons espérer un retour de la gauche au pouvoir, seule possibilité de phase de transition à l'expérience autogestionnaire. Celle-ci ne pouvant s'instaurer par un coup de baguette magique, il faut en passer par une lutte informationnelle continue nécessitant des accords politiques qui ne sont pas synonymes d'abandons. En tout cas il faudra trancher définitivement à Bourg-en-Bresse et chacun devra dès lors tirer les conséquences de la résolution finale.

Contribution

par Gérard Maroncle (Thiais 94)

La déclaration de la DP « Vers un mouvement pour une Alternative socialiste, autogestionnaire et écologiste » a été adoptée à l'unanimité des présents moins une abstention, la mienne.

Je n'étais pas contre cette déclaration, mais en réaction devant les am-

bigüités que son adoption unanime me semblait recouvrir.

La première de ces ambiguïtés résulte du contexte même dans lequel l'idée de rédiger cette déclaration est née, le samedi soir vers minuit, stoppant tout autre débat sur le développement du canevas de discussion pro-

posé au parti pour la préparation du congrès et donc de son ordre du jour.

Personne, du moins je l'espère, n'est dupe de l'hypothèse optimiste (dixit Didier Claude) selon laquelle une telle déclaration pourrait d'ici décembre provoquer un tel emballement que le congrès n'aurait plus qu'à pro-

noncer la dissolution du PSU.

Ce qui me semble donc essentiel pour le congrès, c'est d'en sortir en nous étant mis dans les meilleures conditions possibles pour être efficaces dans l'animation des processus qui doivent aboutir à la concrétisation de la force alternative espérée.

A mon avis, cela devrait centrer les débats du congrès sur deux sortes de questions au seuil desquelles le canavas de la DP s'arrête :

Premier type de question :
Quelles sont les différentes hypothèses imaginables de développement des convergences conduisant à une telle force et les différentes formes qu'elle peut revêtir ?

Cela non pas tant pour choisir parmi elles (par définition nous ne serons pas les seuls acteurs du processus), mais pour que, selon les différentes périodes et sinuosités de ce cheminement, nous soyons mieux aptes à y intervenir personnellement et collectivement de façon cohérente.

Deuxième type de question :
Durant cette période, le PSU doit-il continuer d'exister ou pas ?

Si oui, ne doit-il pas commencer à se modifier lui-même (y compris dans sa dénomination) pour mieux correspondre au rôle qu'il désire jouer ?

Comme parti, je vois quatre raisons à ce que dès le congrès, nous commencions à nous modifier.

— Le processus risque d'être long avant que nous puissions envisager la fusion (même si nous ne sommes

qu'un petit reste) dans une organisation nouvelle.

— La crédibilité même en la sincérité de notre démarche serait renforcée par notre effort pour devenir nous-mêmes plus autogestionnaires.

— On ne peut rejeter a priori l'hypothèse selon laquelle la « nouvelle forme de présence politique » soit justement un complexe regroupant des organisations de type divers concourant au même but et reliées entre elles par interpénétration, concertation et alliances.

Enfin, les modifications expérimentées dans notre propre fonctionnement pourront influencer sur les structures d'une future organisation où nous nous dissoudrions.

Il est peut-être tard pour qu'un débat sérieux sur le fonctionnement du parti puisse porter tous ses fruits avant le congrès. Je propose cependant ici, en dehors du changement d'appellation sur lequel je n'ai pas de proposition précise, trois points à porter à l'ordre du jour :

1) L'adoption par le congrès, en remplacement de l'article 2 des statuts actuels sur les buts du parti, du texte élaboré par la commission statutaire et présenté dans son rapport au congrès de Bourges paru dans 2A n° 77 et dont je cite ici le début pour rafraîchir les mémoires :

« Le PSU (ou autre sigle) a pour finalité politique l'instauration du socialisme autogestionnaire.

Sa participation aux luttes pour la conquête du pouvoir à tous les ni-

veaux de la société (politique, économique, social et culturel) n'a pas pour but l'accaparement de ce pouvoir au bénéfice d'une structure partisane, mais au contraire la participation la plus directe possible de toutes et de tous aux prises de décisions et l'exercice du contrôle populaire sur l'exécution de ces décisions... » Voir suite sur 2A n° 77.

2) La modification des structures de direction du parti avec une DP uniquement composée de membres élus par les fédérations ou régions et susceptibles d'être à tout moment relevés de leur mandat et remplacés. (Selon des modalités dont on peut trouver une esquisse dans le même rapport de la CS paru dans 2A n° 77.)

Cette DP désignant les membres d'un bureau national, pris dans son sein ou hors de lui, personnellement et collectivement responsable devant elle.

3) La décision par le congrès de mise en place d'une commission nationale chargée d'impulser dans le parti la réflexion et le débat sur l'idéologie et le fonctionnement autogestionnaire.

En conclusion, je donne cette phrase à méditer relevée dans l'exposé de Bourdet au colloque « l'Autogestion aujourd'hui » à propos des références à l'autogestion du parti communiste : « *Je ne comprends pas bien pourquoi cette référence qui n'est jamais analysée et dont on n'étudie jamais les incidences sur le fonctionnement du parti, en particulier interne... »*